

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Une crise complexe ou un mal obscur

HEURES DRAMATIQUES POUR L'EUROPE

de Roberto Cestelli

Ce n'est que maintenant, et à grande-peine, que l'Europe commence à se rendre compte d'être au maximum de la croisée historique la plus dramatique de sa vingt-cinquième vie communautaire.

Trois défis internationaux se sont trouvés en même temps sur sa voie et lui ont barré non seulement toute possibilité d'un ultérieur développement, mais ont également altéré son rôle de sujet principal de la réalité historique contemporaine, mais aussi celui d'avant-garde du progrès civil.

Le premier défi vient du tiers monde, de ces pays trop longtemps tenus à l'écart du processus de développement réel de la société et dont les problèmes vont même jusqu'à intéresser, dans certains cas la survivance physique de leurs populations et qui, accablés de dettes à l'étranger jusqu'à la limite de la faillite, avancent une série de contestations désordonnées qui répudient le libre-échange et la démocratie occidentale et n'acceptent pas, simultanément, le modèle que le socialisme réel tente souvent de leur imposer.

Le deuxième provient de la superpuissance soviétique qui n'est pas nouvelle dans ces manoeuvres de pression sur l'Europe, sur laquelle elle a des visées d'hégémonie qu'elle sait, peut-être, ne pas pouvoir satisfaire, mais auxquelles elle n'arrive pas à renoncer.

Le troisième défi vient de l'Amérique et a trouvé son premier élément d'affrontement dans de violentes polémiques de politique monétaire et commerciale; il a créé des problèmes contingents et immédiats et un désaccord entre l'Europe et les U.s.a. qui n'a jamais été aussi important.

LES PROBLEMES DE FOND

Pour mesurer l'intensité de la menace que ces défis représentent pour le vieux continent, nous estimons qu'il est nécessaire de rappeler, dans ses grandes lignes, la situation complexe de fond dans laquelle l'Europe et le reste du monde se débattent, depuis longtemps désormais, et qui ne peut pas être jugée uniquement une crise économique, même si elle est à l'échelle planétaire, mais

un enchevêtrement de problèmes politiques et sociaux qui n'a pas de précédents dans l'histoire de l'humanité.

L'EUROPE A LA DERIVE

Un malaise, dont aucune nation semble ne pouvoir se débarrasser, afflige depuis quelques années les démocraties européennes et plusieurs signes indiquent que le mal s'étend et s'aggrave de plus en plus.

Ses symptômes externes - récession-inflation-chômage - sont ceux d'une crise économique et nombreux sont ceux qui sont amenés à tenter une comparaison avec celle qui tourmenta le monde au début des années trente.

Mais la crise actuelle est d'un tout autre genre et n'a pas de précédents dans l'histoire de l'humanité. Plus qu'une crise, il s'agit d'un mal obscur extraordinairement complexe qui est né d'un enchevêtrement de problèmes politiques, sociaux, éthiques et, peut-être même, psychologiques, sur lequel est venue se greffer, également, une crise économique commencée par la course frénétique à la hausse des prix du pétrole, crise économique qui a cependant été énormément grossie par l'ensemble des problèmes existant auparavant.

Nous avons l'intention de tenter une analyse en examinant quelques-uns des aspects qui, à notre avis, la caractérisent pour établir, tout au moins, un point de référence pour nos lecteurs qui ne se contentent pas, devant les défis et les problèmes de notre époque, des vérités apparentes superficielles, mais veulent voir le fond des choses.

Bien que vivant dans la sphère où des facteurs déterminés provoquent, en s'additionnant, des phénomènes complexes, il arrive souvent que tous ne soient pas capables d'identifier les causes de ces phénomènes, même s'ils ont participé et, dans certains cas, s'ils sont responsables de ces causes et, donc, des événements qui en dérivent.

Nous n'exprimerons certainement pas, dans notre analyse, d'idées nouvelles, parce que les pièces du casse-tête auquel nous voulons mettre la main, sont singulièrement connues de tous.

Nous tenterons de composer la réalité

que l'ordre confus des pièces cache et de tirer les conclusions logiques du tableau qui en résultera.

LE PREMIER FACTEUR: LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Telle un phénix, l'économie des pays industrialisés européens renaquit de l'incendie de la Seconde Guerre mondiale.

Les destructions terrifiantes provoquées par ce conflit imposèrent partout des reconstructions pratiquement totales. La technologie accomplit, dans chaque secteur, des pas de géant. En moins de dix ans, les niveaux de vie redevinrent supérieurs, dans les pays occidentaux, à ceux d'avant-guerre.

Un vent de liberté et de coopération parcourt l'Europe: il fut créé la C.e.c.a. et l'Euratom; il fut signé les Traités de Rome et l'espoir d'une Europe nouvelle, unie et unanime, se couvrit des premières feuilles.

Au cours des vingt ans qui suivirent, le développement général de l'économie créa un bien-être croissant qui s'étendit à des secteurs toujours plus vastes de la population.

Lors de la première moitié du XXe siècle, déjà, les pays européens avaient commencé à développer une quantité considérable de services sociaux, développement qui a pris, au cours des trente dernières années, des dimensions imposantes qui ont prescrit aux Etats toute une série de tâches qui étaient, précédemment, totalement inconnues et étrangères à leur activité normale, et à en accroître d'autres d'une façon tellement spectaculaire qu'il fut nécessaire de créer de nouveaux organismes publics dont on n'avait pas même l'idée un siècle auparavant à peine.

On estime, généralement, que tout ceci a été réalisé exclusivement à la suite de pressions, à fond socialiste, mais c'est un faux historique.

En réalité, c'est l'essor industriel qui tend, en créant le bien-être, à le diffuser dans des couches toujours plus vastes de la population, parce qu'il a besoin d'élargir la base qui consomme afin de pouvoir poursuivre son cycle de développement.

La poussée «socialistique» a accéléré les temps de cette distribution et a focalisé

des problèmes déterminés des classes de travailleurs; elle a donc agi dans les limites des possibilités économiques de la collectivité en agissant comme un accélérateur et en acquérant des mérites indiscutables.

LES DEGRADATIONS DES VINGT DERNIERES ANNEES

Pour ce qui concerne le monde occidental, jusqu'à la fin des années cinquante, la tâche de reconstruire ce qui avait été détruit par la guerre, la nécessité de procéder à d'imposantes modernisations de toutes les industries que les événements de la guerre avaient épargnées et la reconversion même de l'économie avaient maintenu en sourdine les grands thèmes sociaux qui bouillaient toujours plus dans le sein de toutes les nations industrialisées, tandis que d'autres ferments nationalistes, libertaires et sociaux explosaient dans le tiers monde qui se débarrassait peu à peu des structures colonialistes sous lesquelles il avait vécu jusqu'alors.

L'opposition de gauche qui s'était emparé, au cours des années soixante, du pouvoir des places par une gestion essentiellement politique des grandes organisations syndicales, réussissait à faire prendre, aux partis au pouvoir, la route dangereuse de la concurrence démagogique. Au nom d'un «garantisme» qui garantissait tout, sauf la majorité écrasante des citoyens honnêtes, on prenait des mesures pseudo-libertaires qui ont brisé l'organisation de l'Etat, au nom d'une liberté illimitée et donc évidemment impossible; on a fait perdre, aux jeunes surtout, le sens du devoir civique, au nom des droits, proclamés certes mais tout autres que réels, des travailleurs; on a accepté que le rendement de la main-d'oeuvre baisse à des niveaux qui enlevaient toute compétitivité à la production des biens; on a accepté un aplatissement mortifiant dans les rôles de travail, en retirant au travail même la joie et la satisfaction morale qu'il apporte en réalité à celui qui s'y consacre avec l'engagement conscient de son propre professionnalisme; enfin, au nom d'intérêts collectifs, guère mieux définis - qui, dans la meilleure des hypothèses ne sont que des intérêts corporatifs ou des répartitions du pouvoir - on a créé

une infinité d'entreprises publiques au niveau local ou étatique, toutes avec une gestion largement passive et donc parasites de tous ceux qui, à n'importe quel niveau, doivent produire, en participant au cycle de production privée, cette richesse que le cycle productif public gaspille facilement et allègrement.

Puis lorsque la concurrence démagogique amène la gauche au pouvoir, la roue du gaspillage de l'argent public accélère son rythme, le malaise économique du pays s'accroît et les problèmes sociaux demeurent non seulement non résolus, mais s'aggravent même.

L'ENNEMI PUBLIC N°1: LA DEMAGOGIE

Un gâteau ne peut être partagé que dans les limites de ses dimensions. Chaque promesse de distribution de portions qui constitueraient, dans leur ensemble, si elles étaient rassemblées, un gâteau plus grand que celui qui a été effectivement disponible, est une supercherie, parce qu'une partie de la portion ne serait, en réalité, que de «l'air frit» et, dans la meilleure des hypothèses, une hypothèque sur le gâteau suivant, de sorte qu'à la fin toutes les tranches du dernier gâteau ne pourraient être que de «l'air frit».

Dans notre exemple, le gâteau est le revenu annuel que chaque pays produit et lorsque ses gouvernants en distribuent, d'une façon ou d'une autre, plus que ce que ne dispose le pays, ils hypothèquent le revenu futur et l'Etat doit emprunter à ses sujets le surplus qu'il leur a distribué.

La cause de cette façon malsaine de gouverner est toujours et uniquement la démagogie; et malheureusement, tout au moins en Europe occidentale - où presque toutes les nations semblent être infectées, les unes plus et les autres moins, de ce mal abominable - aucun politicien ne hausse la voix pour le dénoncer ouvertement, car il devrait, comme conséquence, proposer des réductions draconiennes des consommations, des mesures incontestablement impopulaires. Mais toute opération chirurgicale, même si elle est indispensable, ne peut être accueillie par des applaudissements et elle est subie

à contrecœur.

C'est ainsi que nous assistons à une alternance entre les conservateurs et les progressistes appelés, chacun à leur tour, au pouvoir par les électeurs écrasés par les coûts toujours croissants, par les problèmes de la maison, par ceux de l'emploi et par les problèmes des diverses catégories qui vont de celles des jeunes qui se préparent à entrer dans le monde du travail à celles des retraités qui voient leurs pensions être érodées toujours plus par l'inflation.

LA REDDITION DES COMPTES

Il semble, malheureusement, que personne ne soit capable d'utiliser les expériences des autres et il apparaît évident, dans tous les pays, y compris les U.s.a., que distribuer la richesse au-delà des limites de sa production est un système pervers qui ne peut pas être maintenu longtemps, quelle que soit la forme que l'on adopte, et que la collectivité finira toujours ainsi par en payer les conséquences en termes économiques et, parfois même, d'une façon plus chère: par la guerre ou par la perte de sa liberté.

Tel est le mal de fond dont souffre le monde occidental qui a consommé plus qu'il

n'a produit.

Les énormes renchérissements subis par le pétrole n'ont, en réalité, été rien d'autre qu'une plus faible disponibilité de richesse pour chacun de nous. A chaque augmentation, chacun de nous a perdu une part de son revenu, mais personne n'a su renoncer à quelque chose de son bien-être pour équilibrer la partie. Mais nous payons et nous ne nous en rendons pas compte. Nous payons déjà avec douze millions d'Européens en chômage; et, d'ici peu, nous serons appelés à payer pour couvrir les déficits des balances nationales, tamponnés, aujourd'hui, avec des traites que sont en réalité les titres de dette publique, traites qui échoiront un jour et dont le montant sera augmenté, toujours plus, des intérêts que nous retirons maintenant, avec satisfaction, aux guichets des banques, ignorant le déluge qui nous submergera demain s'il ne sera pas imposé, en temps utile, les mesures et les sacrifices qui diluent dans le temps la reddition des comptes.

R. C.

Rome, avril 1983

Fondation Européenne Dragan

Cycle «L'Esprit Europe»

LA TRAGÉDIE DE L'EUROPE

de Pietro Gerbore

(2e partie)

LA FORMATION DES BLOCS

La guerre européenne - commencée en 1914, devenue mondiale en 1917, interrompue en 1919 et, après une trêve de vingt ans, reprise en 1939 - doit être considérée comme la «Seconde Guerre de Trente Ans». Elle détruisit l'ordre européen, créé par les Traités de Westphalie en 1648 et restauré par le Congrès de Vienne en 1815; elle élimina l'Europe

comme personnalité historique, la déchira pour l'abandonner à deux puissances étrangères dominantes qui formèrent, autour d'elles, des blocs de satellites.

Cette crise terrible du continent européen commença comme une guerre traditionnelle de cabinets: un double système d'alliances, qui divisait l'Europe, avait contribué à son éclatement. La France, constamment prise par la velléité de détruire l'unité germanique, s'était rencontrée, vers la fin du XIX^e siècle, avec la Russie qui cherchait, depuis près de deux siècles, la voie de Constantinople et s'était heurtée à l'Autriche-Hongrie. A la même époque, l'Empire Germanique, qui avait expulsé la monarchie des Habsbourg, sentait la responsabilité historique d'absorber les quinze millions d'Allemands disséminés dans la vallée du Danube et menacés par une masse slave. Il en était découlé la Double Alliance, devenue Triple en 1882, quand l'Italie avait cherché dans les Empires Centraux une protection contre la menace française, alors que cette dernière s'était fait sentir à la suite de l'installation des Français sur la rive méridionale du canal de Sicile qui occupaient la Tunisie.

A l'aube du vingtième siècle, l'Angleterre avait abandonné sa position traditionnelle d'indépendance et d'autonomie et par le jeu d'une série d'accords qui concernaient l'Asie et l'Afrique et qui ne semblaient pas concerner l'Europe, elle s'était embarquée dans une Entente Cordiale avec la France et la Russie.

Cette coalition avait été déterminée par des motifs irrationnels que l'on pouvait résumer en un seul mot: la peur. Depuis des siècles, le Russe nourrissait de l'aversion pour le marchand allemand, énergique, actif et incorruptible, qui ne parlait pas le russe et que l'on appelait donc *niemoi*, muet, et *niemietz*. Après 1878, ce peuple était devenu le garant de la monarchie des Habsbourg et l'on répétait à Moscou, dans le centre du panslavisme, que la route pour Constantinople passait par Berlin.

La France éprouvait une peur atavique pour ce peuple actif, prolifique, exubérant d'énergie vitale, dont il ne comprenait pas la langue et l'esprit, auquel elle avait maintes fois porté offense, sans aucune raison, et qu'elle soupçonnait donc de ressentir de la rancœur. Mais ce peuple lui avait arraché un lambeau de terre et c'est la France qui s'était emparé de Strasbourg la même année tragique où une armée ottomane marchait sur Vienne. «Tu haïras celui à qui tu as fait du tort», dit un proverbe latin, et la France haïssait l'Allemagne et rêvait de lui reprendre la rive gauche du Rhin. Elle était sur le point de recommencer cette conquête en 1840, et le poète de Musset avait écrit: «*Votre Rhin allemand a tenu dans notre verre*».

Et maintenant l'Angleterre vivait, elle aussi, dans la peur de l'Allemagne, de sa flotte, de son commerce. Le peuple des musiciens, des philosophes, des poètes devenait, après 1870, une formidable puissance industrielle; il exportait dans le monde entier le produit *made in Germany*; il construisait une puissante flotte commerciale à laquelle il faisait suivre, selon la doctrine de l'époque, une marine de guerre. L'Angleterre ne se préoccupait guère d'une flotte américaine croissante dans l'Atlantique occidental, ou d'une flotte japonaise en Asie, mais la marine allemande, bien plus petite, la troublait dans son sommeil.

En 1914, l'Allemagne était une société prise dans une ascension vertigineuse, qui réclamait sa place dans le commerce, dans la navigation et dans la sphère d'influence européenne. Elle gênait des nations saturées, sénescentes, hostiles aux nouveaux venus.

L'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Serajevo fut une étincelle partie dans une atmosphère saturée de haine et de passion.

La guerre combattue de 1914 à 1918 fut une guerre fratricide que l'historien impartial doit considérer avec horreur. Au cours du dernier demi-siècle, l'industrie avait adopté de nouvelles technologies, désormais mises au service de la production militaire. Le matériel disponible pour les massacres prenait des proportions gigantesques, sa consommation atteignait des chiffres incroyables; les fronts se stabilisaient, les opérations s'éternisaient. Pour soutenir les esprits des combattants, on faisait appel à une nouvelle arme: la propagande, c'est-à-dire la diffusion de la haine. Pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, et pendant quatre ans, seules les bouches à feu parlèrent et la diplomatie resta muette. L'Europe fut lacérée par la haine qui stimulait une propagande la plupart du temps mensongère.

En 1917, le point qui offrait le moins de résistance, la Russie, tomba.

La même année, les Etats-Unis d'Amérique intervinrent. S'ils avaient été animés du désir de porter la paix, il aurait suffi d'interdire aux citoyens américains de voyager sur des bateaux battant pavillon de pays belligérants. Mais deux motifs poussaient l'Amérique dans le conflit: l'association toujours plus étroite de l'économie américaine avec les fortunes des Alliés et la volonté de jouer un rôle dominant en Occident: il ressort clairement, de la correspondance entre le colonel House, conseiller intime de Wilson et l'ambassadeur à Londres Page, la volonté de remettre de l'ordre en Europe, en commençant par éliminer les monarchies.

L'intervention américaine fut à l'origine de l'écroulement du front allemand.

L'Europe de 1919 fut un champ parsemé de décombres. Les trois plus grandes puissances continentales - Allemagne, Autriche-Hongrie et Russie - étaient détruites. Des vides épouvantables s'ouvraient entre le Rhin, les monts Oural et le Danube. En cinq ans de guerre, l'Angleterre avait autant dépensé qu'en trente ans de paix et elle s'essouffait. La France célébrait un triomphe illusoire. Désormais, les arbitres du destin de l'Europe étaient les Etats-Unis d'Amérique.

Leur intervention avait prolongé la guerre de deux ans et avait permis, par là, que la révolution bolchevique accomplisse des dévastations; ils avaient déterminé l'écroulement des Empires centraux, jusqu'alors piliers des structures européennes. Ils avaient énoncé les principes d'un ordre nouveau et inspiré la paix de Versailles. En trois ans, ils étaient devenus le créancier universel.

La remise en ordre économique du continent dépendait de la solution du problème des dettes de guerre; du fonctionnement de la Société des Nations, que le président américain Woodrow Wilson avait conçue et créée, dépendaient la paix et l'équilibre des pays vaincus et vainqueurs.

Deux énormes responsabilités pesèrent à cette époque, sur les épaules des Etats-Unis d'Amérique: le désaveu de la Société des Nations et une vision rigoureusement commerciale des dettes de guerre. Les désastres et les catastrophes des dix premières années qui suivirent la guerre furent la conséquence directe de cette orientation de la politique américaine. Le désaveu américain abandonnait la Société des Nations aux bénéficiaires de l'ordre créé à Versailles et en faisait une cause d'irrédentismes et de désordres; la conception purement commerciale des dettes de guerre plaçait les Alliés dans la nécessité de réclamer des réparations à l'Allemagne que cette dernière ne pouvait pas payer et maintenait l'instabilité dans l'économie et les finances européennes. Cette décennie d'égoïsme américain fut couronnée par l'écroulement de la Bourse de New York après une orgie spéculative.

Dans la politique étrangère, douanière et financière des Etats-Unis, dans le rejet de la Société des Nations, dans le prétexte du remboursement des crédits de guerre à leur valeur nominale, dans le tarif douanier absurde des Années Trente, dans les crédits, fous et établis sans discrimination, ouverts par les banques aux agents de change après 1920, qui stimulèrent la spéculation, nous devons rechercher les causes du second désastre de l'Europe, qui a ses racines dans la situation économique - et, par conséquent, sociale - désespérée des Années Trente.

L'ordre créé, grâce au Traité de Versailles, reposait sur une Europe «déstabilisée, où s'ouvraient tout grands deux vides énormes: en Allemagne et en Russie. Ces vides commencèrent à se remplir sous la forme que les Etats-Unis avaient le plus blâmée: celle des dictatures totalitaires. Elles étaient la conséquence d'un nouveau facteur social; de l'apparition des masses sur la scène de l'histoire et, également, de la misère déferlante. Les masses exigeaient une nouvelle discipline sociale, la misère imposait un nouvel ordre économique. En Russie, en Allemagne et ailleurs, la dictature fut une réponse au chaos créé par les Etats-Unis en Europe.

Devant le phénomène historique des régimes de masses, c'est-à-dire des dictatures totalitaires, les Anglo-Saxons démontrèrent une incompréhension qui nous laisse pantois.

En 1931, José Ortega y Gasset publia un livre clairvoyant et prophétique, et rares furent ceux qui le lurent et le comprirent hors d'Espagne, «La Rébellion des Masses». Il res-

sortaient dans ces pages merveilleusement lucides, une analyse des causes d'un phénomène qui, en quelques années, se serait propagé à travers l'Europe - de Madrid à Bucarest -, des masses encadrées en phalanges et chemises de différentes couleurs, commandées par des hommes qui se croyaient envoyés par le Destin et qui, aidés par le suffrage universel, partaient à la conquête du pouvoir. Le recrutement s'effectuait parmi les victimes de la crise économique, parmi les inadaptés dans la nouvelle organisation économique, parmi les esprits inquiets, les femmes frénétiques et les jeunes gens qui ne voyaient pas un avenir. Les hommes du Destin proposaient, à ces masses frémissantes et impatientes, des formules miraculeuses: les uns, la révolution réparatrice; les autres, la conquête de terres fertiles.

Les Etats-Unis avaient eu la possibilité, entre 1920 et 1930, grâce à une politique financière et douanière sage, de reconduire ces masses mécontentes vers un ordre sain de travail. Mais les hommes qui gouvernaient, au cours de cette décennie, la Confédération nord-américaine, étaient des exemples monstrueux d'incapacité, de stupidité et d'imprévoyance. Quand il fut demandé au président Coolidge de fermer les robinets du crédit fédéral aux agents de change qui créaient la spéculation, ce malheureux avocat de province répondit que cela aurait été faire preuve de défaitisme. Quand on lui parla des difficultés de rembourser les crédits de guerre, si ce n'est en marchandises et en services, c'est-à-dire en réduisant les tarifs douaniers américains, cet homme misérable répondit avec les arguments d'un usurier ayant une traite en mains.

Plus tard, devant les régimes de masses, d'où sortaient les «hommes du Destin», les Etats-Unis d'Amérique crurent, eux qui avaient été les arbitres et les forgerons de l'Europe, se trouver devant une hypostase du démon. Personne ne comprit que Staline était la conséquence d'une guerre trop longue et exténuante et Hitler celle de la crise économique qui avait fait suite au krach de Wall Street.

L'historien objectif, qui voit les processus humains dans la longue perspective du temps, doit reconnaître, en toute honnêteté, que la condition actuelle de l'Europe est la conséquence de deux occasions manquées:

1) La Première Guerre mondiale aurait dû s'arrêter en 1916 - c'est-à-dire avant la révolution russe - avec une paix négociée. Cette paix, le Kaiser *la voulait*, tout comme le Premier ministre anglais Asquith, le Tsar, Joseph Caillaux et, peut-être même, Aristide Briand; *ne la voulaient pas*, par contre, les militaires français et anglais, les Grands-Ducs russes, Raymond Poincaré et Lloyd George, Woodrow Wilson et ses conseillers.

2) Les dettes de guerre et les réparations auraient dû être virtuellement effacées en 1924-1925; les tarifs douaniers américains auraient dû être abaissés au cours de ces années et les crédits ouverts par les banques fédérales aux agents de change de Wall Street réduits au minimum.

En 1933, alors que Franklin Delano Roosevelt entrait à la Maison Blanche, la situation de l'Europe était difficilement contrôlable.

On aurait cru que l'intervention américaine lors de la Première Guerre mondiale, faite pour renforcer la démocratie dans le monde, avait eu un effet contraire. La Russie et l'Allemagne émergeaient d'une foule de dictateurs mineurs. Après l'avènement de Staline, la «dictature du prolétariat» devenait nationaliste, était une continuation du tsarisme et de sa bureaucratie petit-bourgeoise: l'idéologie marxiste offrait un répertoire de phrases; le régime était une oligarchie toujours plus rigoureusement sélectionnée et reposant sur un appareil bureaucratique passé à travers le creuset des purges et une armée liée au nouveau Tsar par des avantages matériels. Penser que cette oligarchie basée sur le régime des partis aurait pu faire cause commune avec les démocraties occidentales et capitalistes était d'une ingénuité colossale.

Le Troisième Reich allemand était encore une nébuleuse qui tardait à prendre une forme et une orientation. On y trouvait différents groupes d'extrême droite et d'extrême gauche, des conservateurs monarchiques et des radicaux, des nationalistes et des racistes. Jusqu'à la fin de 1937, Hitler conserva entre eux une position équilibrée. Il était Autri-

chien et surtout Viennois, et non Allemand: c'est de là que venaient son antisémitisme et sa haine contre les Slaves. Alors que Staline, sous cet aspect également, penchait pour une tradition tsariste et espérait en une avancée vers les mers chaudes avec l'appui de l'Allemagne, Hitler n'avait pas d'autre but qu'une colonisation germanique de l'Europe Orientale. Il espéra obtenir, jusqu'en 1937, les mains libres de la part de la Grande-Bretagne en lui garantissant la prédominance dans le reste du monde. Ce n'est que lorsqu'il perdit tout espoir, qu'il abandonna les conservateurs monarchiques et se mit du côté des radicaux racistes.

La Seconde Guerre mondiale doit être vue sous deux aspects. Elle fut la continuation de la première. Le Troisième Reich et Hitler étaient des produits de *l'ordre de Versailles* qui plaçait l'Allemagne dans des chaînes, qui traçait des frontières insupportables et qui créait des Etats qui étaient un défi au bon sens; de la politique pratiquée par la France avec le prétexte des réparations, de la misère venue de l'Amérique avec la dépression économique. Hitler, une fois que tout espoir d'accord avec la Grande-Bretagne, et donc avec la Pologne, s'était évanoui, envahit ce malheureux pays, puis, par la suite, la Russie, son alliée pendant une année. Ceci eut lieu non pas tant pour conquérir une suprématie sur le continent européen, mais pour ouvrir un espace vital au peuple allemand.

La Seconde Guerre mondiale fut la continuation de la première sous un autre aspect, également. Les historiens n'ont pas assez fait attention à la correspondance échangée, au cours des années 1916 et 1917, entre le colonel House et l'ambassadeur Page. Cet entourage du président Wilson craignait que l'Europe exténuée ne fasse la paix en 1916, c'est-à-dire avant que les Etats-Unis n'aient un prétexte pour intervenir dans le conflit et prendre les rênes de l'Occident. Pour parvenir à ces fins, House et Page rêvaient d'un vaste programme de réformes de tout l'Occident, l'abolition des monarchies, une ligue de démocraties associées dans le respect commun des principes et des institutions qui avaient conduit les Etats-Unis là où ils étaient arrivés. C'est dans ce programme que nous devons voir les origines du messianisme de Woodrow Wilson, de son oeuvre à Versailles.

Si ce n'est que son oeuvre fut reniée par la nation américaine qui retomba dans l'isolationnisme le plus rigoureux et s'abandonna à l'orgie spéculative d'où provint la terrible crise économique.

Tout comme Woodrow Wilson, Franklin D. Roosevelt fut le promoteur d'une croisade mondiale. New Deal voulait dire ordre nouveau et il souhaitait un ordre nouveau pour l'Europe également. Les documents trouvés dans les archives du ministre polonais des Affaires étrangères à Varsovie et dans celles du Quai d'Orsay, abandonnées au cours de la fuite à Bordeaux, démontrèrent combien fut forte et persévérante son action pour empêcher l'entente entre l'Allemagne, la Pologne et la France sur la question de Dantzig. Quand la France, une fois vaincue, demanda sa médiation pour une paix, il repoussa fermement la proposition. Il voulait une Allemagne défaite et détruite, parce qu'il la jugeait source de tous les maux en Europe et il souhaitait, sur les ruines de cette nation méchante, un Occident démocratique, fondé sur l'amitié perpétuelle entre l'Amérique, la Grande-Bretagne et la Russie.

Il crut, sincèrement, dans la possibilité de convertir Staline à la démocratie, d'en gagner le soutien dans son oeuvre pour la démocratie et il abandonna, à Yalta, la moitié de l'Europe parce que convaincu que cette moitié aurait été démocratique à l'image américaine.

Pietro Gerbore

Conférence tenue à Rome le 24 mars 1983 au siège de la Fondation Européenne Dragan, cycle «L'Esprit Europe».

For the Unity of Europe beyond Hegel and Marx

DEATH AND RESURRECTION OF DEMOCRATIC, LIBERAL AND TOTALITARIAN SOCIETIES

«The transition from the closed society to the open society can be considered one of the most profound revolutions through which the human species has passed».

K.R. Popper

by G.M. Violi

Two years ago, G.M. Violi, author of «Looking to the future» proposed that law-making sovereignty should be directly assigned to the social base and that sovereignty should be appropriately correlated with a «sovereigntyless», but highly qualified, power. In doing so, he was ignorant of having unawares entered the orbit of Karl Poppers thought, who asserted that objective knowledge is, and must be, an evolutionist point of view which has to be respected by all scholars interested in the phenomena of associated life.

G.M. Violi thinks that in the society the transition from a tribal conceptual form to an universalistic one has to be accomplished by means of a social and political system which permits to the society a gradual transition from one form to the other. There is also necessary a law which contains juridical elements determinant for the integration with other communities. Therefore the unity of Europe should be realized so as to function as a model, and a means as well, for such a transition.

Nowadays the contemporary mans' mind ranges freely in the cosmos; it's a nonsense to imagine that the inhabitants of earth will continue to waste time in conflicts pertaining to the tribal way of life, obsolete and no more compatible with a reality which considers the cosmos as a concrete landing-place of the future.

«Bulletin Européen»

THE ATOMISTIC SOCIETY

The constant advancement of the sciences, physical and non-physical, natural or rational, material or spiritual, their achievements in practical terms in the service of man and of society, are the historical result of a process and therefore of an irreversible dialectic relationship which binds the reality of the practical world to the reality of the world of ideas.

Whether the idea came first and then came the thing (or reality), or vice versa is of no importance. For us it suffices to point out

that between things and ideas there exists an irreversible dialectical relationship: while it makes possible a knowledge of the real relationship between the two terms, it also makes it possible - despite the eventual termination of one of these - to have a knowledge both of the *thing*, which we receive concretely, and of the *non-thing*, which we receive with the image, that is, with the idea.

This means that things as well as non-things are *real*, and therefore *being* and *non-being* are entities which become real in their finiteness, and through their repetition are

combined in the infinite.

Ever since Democritus, who lived in the 5th century B.C., starting out with these simple deductions, constructed his philosophical system, humanity has lived and still lives the great adventure of the atom, this entity without dimensions or weight, invisible, finite in itself, whose infinity can be realized only by the repetition of other finite entities, separate in themselves, within it.

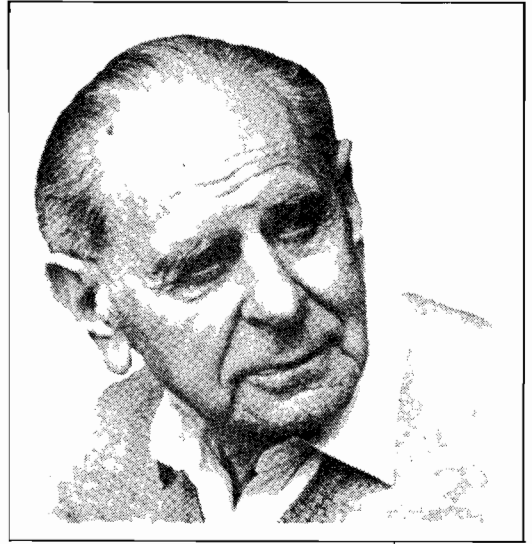
The finite is the thing, the being, the fullness. Yet we would not have knowledge of these finities in themselves, that is, of the *thing*, of the *being* and of the *fullness*, if we did not have the concept of the *non-thing*, of *non-being* and of the *non-fullness*, that is, of the *void*. And since the *being exists*, that means that there is also its contrary, the *non-being*, and that both are *real*.

The atom, a finite entity - while preserving its indivisibility, continuity and compactness - can assume different forms, orders, organizations and sizes, these being merely images of *the unity of the being contemplated in the non-being*, and thus, «... *the idea is for Democritus the unity of the being multiplied into the various possible forms of the real non-being, that is, the void.*»

In the void «... *the relation between the atoms produces the compound of separate atoms united together. The void permits contact between the atoms of the compounds. The contact of atoms, which are images (eidola) regarding a compound of other compounds, makes possible sensation and thought.*» «*This working of atoms on other atoms is the operation of the intellect.*» «*Thought would not be possible without a relationship between atoms in the void, and thus between being and non-being, which are the elements of truth.*»¹

If we apply this philosophical construction to the study of man and of society, it will be easy to see that these images of thought - that is, of ideas - are attributed to that «*indivisible entity of being*» which can be identified in man, the atom of society.

That indivisible being, the individual, «*finité per se*», achieves infinity in contact with other finities per se (societies), without however reciprocally integrating itself,



because the *atom-man*, being *finite per se*, cannot be integrated into a grouping of a different nature from the society in which he lives.

To integrate, to fuse in one single organism, closed entities through the study of relationships conceived *in the void* of Democritean *non-being* (that is, outside their monistic reality) is a non-sense which does not hold up against reason. No closed, national, society can ever integrate itself with other societies.

And yet, after 2500 years the social, political and juridical structures of human communities are conceived and realized not according to man's being by and for man in his varied public and private manifestations, but in his monistic reality through groupings of individuals into political parties which propose and make rules on the basis of generalized ideologies, of numerical majorities which are extremely dangerous, inconstant and treacherous.

Man, the atom, the subject of our political culture, his multiplication into large and small formations (political parties) will always give rise to closed societies, each armed against the other with ideas, armored tanks or atomic bombs, but somehow always seeking (in the void of the non-being) the identity of a social being which will make possible his integration in society.

We are still today applying the logic of

the system of Democritus, despite the coming of Plato, of Hegel and of Marx.

QUANTITY, QUALITY AND OBJECTIVE VALUES OF THE SOCIAL UNIT

Each man-atom is confined within the reality of his own unity, a reality which, because it is subjective and therefore opinionable, cannot be integrated with and in the reality of others except through a process of objectification which is different from that derived from the logic of the existing democratic systems of Democritean inspiration. The criterion is based exclusively on numerical calculation: a *quantitative* calculation.

On the other hand, within the limits of our institutions, it is impossible to see by what other means it would be possible to judge a choice which, while it is an expression of a subjective and therefore *quantitative* desire can also be the expression of an objective and therefore *qualitative* desire.

Yet somehow the difficulty can be overcome by conceiving a system which induces individuals to choose and to decide upon a certain goal, and therefore a specific and well defined objective on which their own interest is based.

In this case each subject will be inclined to judge the favorable outcome of the matter as his own success or his own failure.

Undoubtedly in such a case the decision made by each subject as to approval or disapproval regarding the matter would no longer have a purely subjective value, but also an objective value, and therefore the *quantitative* aspect of the choice would have in itself also a *qualitative* value.

Primarily this juridical figure or image which in itself constitutes the basic and formative unit of the new society is the *social unit*. It assumes the role and the functions which are still today attributed to the individual. The *social unit*, whether it be small or large, is the basic cell of a society in formation, within which the individual, working out and trying to reconcile or integrate his own interests (or needs) with those of the community, is building his *social being* without realizing it.

Regarding the functions which the social unit will assume in the developing society, we will have occasion to return to this subject when we compare our institutional proposal with what Karl R. Popper has said regarding «*objective knowledge as an evolutionary point of view*».

We will then understand why with this system we overcome the obstacle of numerical quantitative computation «only partially», inasmuch as it is subjected to a subsequent accentuated objectivity, as and because the *social-unit* replaces the political parties in a *certain sense*: indeed, while the *social-unit* is the institutional product of a process through which the individual achieves a direct link between the physical world and the intelligible world of ideas expressed objectively, the political parties by their very nature, since they are based exclusively on ideological principles (I speak here of serious parties), should never interfere in the world of physical realities (economic, industrial, commercial realities, etc.); and when they do so directly through unions, both of the workers and of the owners, they cause disorder, disintegration and in the last analysis destabilization of institutions and with that the end of society.

The relationship which binds the physical world to the world of ideas, objectively expressed, is, as Karl R. Popper has said, of the greatest importance. In fact it confirms not only the «*thesis that there exists a mental, subjective world of personal experiences*» ... «*but also the thesis that one of the two most important functions of the second world consists in understanding the objects of the third world.*»²

In other words, the relationship which binds the physical world to the world of ideas, expressed objectively, not only upholds the «*thesis that there exists a world of ideas, of subjective experiences*» but «*also the thesis that one of the most important functions of subjective ideas consists in understanding objectively the realities of the physical world, since the objects of the third world are the physical tangible things of the first world.*»

The fundamental problem of contemporary society is to find a new system of universal organization - juridical, political

and social - which will make it possible to overcome this real obstacle to the intricate democratic concept of society.

THE UNIVERSALITY OF LIFE IN SOCIETY

The philosophical structure of Democritean society, from which the present liberal or pluralistic democracies as well as the totalitarian ones are derived, is monistic.

Man, the individual, the one and indivisible entity, is monistic.

Social and juridical structures which give form and body to societies are monistic, and therefore closed.

The *protagonist*, the component of the associative life, is always and only HE, alone, the atom, eternally at war with itself and with external forms that multiply him in his own image in society.

Man is one, and society is one. Two different forms of the same entity confronting each other in the search for a *social being* which they will never find except in the domination of the individual over all, or of all over the individual. In either case man and society will always be strangers to each other, the individual closed to others within each society and each society closed to other societies. On the other hand, as Popper explains, the *open society* is the society *«in which individuals are called upon to make personal decisions.»*³

Therefore the classic inference according to which society would assume two different forms:

(a) the *atomistic* form if it is derived from an individualistic concept, or (b) the organic form if it is derived from a universalistic concept, would be formally if not substantially true if it originated from the Democritean principle, according to which the individual is the only absolute and indivisible element of society. But since, contrary to current juridical thought - as has been proved on the

physical reality level - the *atom-man* is divisible inasmuch as he is the sum of contrasting physical and moral exigencies which become integrated on the social level, the concept of individualism can no longer be linked to the atomistic concept of society, just as the concept of organicism cannot be linked to that of universality. They are not «linkable» because both the individual and society are linked to each other in a *social unit* which is firmly united in the manifestation of the reciprocity of their being.

But there is still more to be said. In this connection Popper observes that «... *the so-called organic theory of the State is based on a false analogy. The closed society... its institutions, including its castes, are sacrosanct, they are taboos. The organic theory in this case is quite well adaptable. It is therefore not surprising to find that many attempts to apply the organic theory to our society are disguised forms of propaganda for a return to tribalism.»*⁴

Just as each individual is a sum and synthesis of contrasting needs which battle for supremacy and for the affirmation of their own personality, so society, rather than being the sum total of single individualities, is the sum and synthesis of single needs, which, opposing each other, determine by synthesis the universality of man and give him a social identity all his own.

A society of this type is not born from a pre-established order at the expense of the individual subjects in order then to oblige them to appreciate the value of a universal organization which is not the expression of their own inner conviction (as the Soviet Union today claims) but is, and must be, the result of a slow and constant reality constructed day by day, by reciprocal and conflicting needs, natural and not natural, in accordance with the logic of a universalizing Law destined to give consistence and historic value to emerging institutional forms.

G.M. V.

1. Enzo Paci in «Atomismo», *Dizionario di Filosofia*, Ed. Comunità, Milano, 1957.

2. K.R. Popper, *Coscienza oggettiva*, Ed. A. Armando, Roma, 1979, pp. 210-212.

3. K.R. Popper, *La Società aperta*, Vol. I, «Platone totalitario», Ed. A. Armando, Rome, 1981, pp. 244-245.



L'AVENTURE AU COEUR DE L'EUROPE

de Paul Collowald

Emanuele Gazzo n'est pas un homme des frontières, comme ces grands Européens qu'il connaîtra plus tard, De Gasperi, Schuman, Adenauer, ces frontières où tonne le canon et où, trop souvent, les hommes s'entredéchirent avec une absurde ardeur.

Devenu journaliste professionnel, E. Gazzo est tout de suite séduit par le projet du comte Riccardi, alors président de l'agence Ansa, désireux d'explorer la possibilité de lancer une agence de presse d'un type nouveau, en clair une agence de presse «européenne». Il n'existe pas de modèle et il faut donc «aller voir» sur place, à Luxembourg, où Jean Monnet, président de la haute Autorité de la C.E.C.A., commence à faire fonctionner la Communauté du charbon et de l'acier. Informer «qui» sur «quoi?». Début 1953, E. Gazzo perçoit bien les objectifs concrets et les novations institutionnelles de cette mécanique mais, déjà, en bon marin et en journaliste à l'affût, il sent les vents tourner et les volontés politiques s'affadir: Georges Bidault a remplacé Robert Schuman au Quai d'Orsay et c'est précisément au nouveau ministre des Affaires étrangères français (en tant que représentant des six gouvernements) que P.-H. Spaak, le 9 mars 1953, à Strasbourg, remet solennellement le projet de «communauté politique» issu de l'assemblée *ad hoc*. Lorsque, avec son style et sa voix très particuliers, G. Bidault lance, en réponse, cette apostrophe - au demeurant très belle -: *Salut aux chercheurs d'aventure!* E. Gazzo fait partie de ceux qui pensent qu'il y a méprise: on était venu pour un baptême et cela avait tout l'air de tourner à l'enterrement de première classe. Alors? Faut-il

quand même se lancer dans la création d'une nouvelle agence, destinée à couvrir, certes, les premiers développements de la Communauté du charbon et de l'acier, mais aussi les perspectives du «projet» ambitieux de communauté politique, prenant en compte les domaines de la politique étrangère, de la défense, et sociale, des droits de l'homme?

Malgré les vents contraires qui commencent à se lever, E. Gazzo choisit de se battre et le premier numéro de son *Bulletin* sort le 12 mars avec, en tête, une interview de P.-H. Spaak. Celui-ci cache mal une certaine inquiétude quant à la procédure fixée par les ministres, mais l'espoir est plus fort et s'exprime, entre autres, par la référence au vote des citoyens des six pays, qui devraient bientôt désigner les représentants de la «Chambre des peuples». A la question d'actualité concernant la mort de Staline et son influence sur le processus de l'unification européenne, P.-H. Spaak répond que cet événement ne doit en rien modifier les efforts entrepris, car l'Europe n'est pas simplement un problème de «défense», mais l'édification d'une communauté politique, économique et sociale. Mars 1953!

Entre le numéro un et le numéro que j'ai sous les yeux, quel chemin parcouru! Des progrès et des novations successives ont transformé le «produit» quant à la forme et quant au contenu. Aujourd'hui, l'agence Europe est un bulletin quotidien d'une vingtaine de pages, tiré chaque soir en quatre langues (français, anglais, italien et espagnol).

Des abonnés attentifs se trouvent en effet en Chine et en U.R.S.S. A ce propos, lors de la première visite à Moscou de fonc-

tionnaires de la Commission de Bruxelles, en vue d'explorer les possibilités d'une coopération, M. Wellenstein, directeur général des Relations extérieures, se voit opposer par son interlocuteur un argument tiré d'une information de l'agence Europe. M. Wellenstein commente, explique, introduit des nuances. «Mais cela est officiel», réplique le fonctionnaire soviétique. «Non répond le représentant de la Commission, l'agence Europe n'est *pas officielle*, mais elle *est sûre*».

Assurément, une constante à retenir, mais qui n'exclut pas les évolutions, souvent parallèles à celles du journalisme contemporain. Ainsi, avec le développement des communautés européennes (à la C.E.C.A. s'ajoutent, en 1958, la C.E.E. et l'Euratom) apparaît aussi la nécessité de mieux séparer l'information de l'interprétation et des commentaires. L'éditorial, rédigé par E. Gazzo, en français depuis l'origine, va également subir des présentations différentes: d'abord non signé, assez bref, sous le titre *Notes et commentaires*, puis avec des initiales et, enfin, signé, prenant toute la première page.

Ces éditoriaux et, parfois, certaines informations jugées «prématurées», ont, de temps en temps, provoqué des crises passagères avec certains gouvernements (tel ambassadeur, représentant permanent, avait rompu toute relation) et des conflits avec les

institutions communautaires. Il est un fait que, n'acceptant pas de tabous, le patron de l'agence Europe a subi, avec ses collaborateurs, des «interdictions» diverses (par exemple, de pénétrer dans les locaux de la Commission), venant successivement de Jean Monnet, président de la Haute Autorité, Walter Hallstein et Jean Rey, les deux premiers présidents de la Commission! Finalement, les uns et les autres ont fini par reconnaître la double motivation de E. Gazzo (rigueur journalistique et conviction européenne) et, en définitive, estime et amitié sont ensuite venues tout naturellement...

Savoir comprendre, faire comprendre.

Persuadé qu'on ne peut construire l'Europe sans... Européens informés et concernés, E. Gazzo continue imperturbablement son travail quotidien de journaliste européen. Parfois, comme en mars 1953, à Strasbourg - où je l'avais rencontré pour la première fois - le doute ou l'inquiétude peuvent le saisir. La fatigue sans doute arrive maintenant plus souvent. Mais le découragement, jamais. Ses contacts avec les jeunes le confirment dans son propos: ils n'ont sûrement pas les mêmes raisons que nous de «faire l'Europe» mais cette nécessité reste, avec des motivations nouvelles et «en plus».

«Le SOIR» 11/3/83

L'Europe des initiatives concrètes

L'EUROPE DES TRANSPORTS

de Ing. Gustavo De Rosa

PREAMBULE

L'Association Européenne des Cheminots (A.E.C.) a été instituée le 22 juillet 1961 à Turin, sur l'initiative d'un groupe de cheminots de différentes sociétés européennes de chemin de fer, dans le but d'associer les cheminots des pays du Marché Commun, des autres pays voisins et d'importants transits ferroviaires européens.

Les buts de l'Association sont précisés dans l'Appel aux cheminots de tous les pays d'Europe qui fut lancé de Milan en mai 1961, et dans les statuts de juillet de la même année; ils sont résumés dans un programme visant à créer une «mentalité européenne» dans le monde des cheminots, en intensifiant leurs contacts du point de vue des relations humaines et en les tenant informés sur les problèmes européens.

En particulier, l'A.E.C., qui est dotée également de Statuts Consultatifs auprès du Conseil de l'Europe (Organisation Non Gouvernementale), constitue un vaste mouvement d'opinion qui entend, en se faisant l'interprète des programmes communautaires dans la politique des transports, influencer activement les décisions des Entreprises ferroviaires et les autorités politiques nationales, afin que ces programmes soient réalisés.

Nous saisissons l'occasion pour reporter les passages les plus significatifs du discours tenu par l'Ing. Gustavo De Rosa, président général honoraire et membre fondateur de l'Association, dirigeant général des Chemins de fer italiens de l'Etat, à l'occasion du VIII^e Congrès européen de l'A.E.C. qui s'est déroulé à Maxima 2000 (France).

«.....J'aimerais attirer l'attention sur un concept très important - et peut-être peu approfondi - que j'appellerai «l'Europe des initiatives concrètes» ou «l'Europe des structures supranationales» ou encore, si vous préférez, «l'Europe des politiques communes».

Il ne suffit pas, en effet, de se contenter d'une situation où l'Europe reste le thème préféré de dissertations génériques des hommes politiques, ou l'objet de recommandations des Parlements européens de Strasbourg et le cheval de bataille des orateurs aux souches les plus variées, de ceux, également, qui, en raison de leur vieille idéologie, ont toujours été contraires à l'Europe.

Il est incontestable, selon moi, qu'il est nécessaire - mais non pas suffisant - de parler de révision de Traités et de projets pour une nouvelle Constitution européenne s'il devait exister le risque de ne créer, faute de structures de base solides, qu'une nouvelle «expression géographique». On objectera, à ce propos, qu'il n'est pas possible de créer une nouvelle Europe sans les institutions nécessaires pour la légitimation des structures supranationales; mais, en attendant, ne peut-on rien faire pour préparer le terrain?

Il faut se demander, également, dans quelle mesure ce mot «Europe» réveille chez l'homme de la rue européen le sentiment de solidarité et de confiance dans un destin commun. Il n'est guère facile de donner une réponse immédiate à cette question, mais il

serait utile, pour cela, de rappeler les initiatives et l'oeuvre des hommes et des institutions tendant à créer cette conscience de l'homme européen, c'est-à-dire à réaliser un «esprit européen» réel.

Parmi ces hommes et ces institutions, qui représentent un progrès réel vers l'unification des mentalités, nous pouvons citer, avec fierté, les cheminots européens et, en premier lieu, l'Association Européenne des Cheminots.

Depuis plus de vingt ans, nous nous efforçons, avec toute notre volonté et toutes nos possibilités, de renforcer et de développer la collaboration traditionnelle dans le milieu ferroviaire, avec l'amitié et les rapports cordiaux entre les cheminots des différents réseaux nationaux, en développant également une propagande en faveur d'une intégration technique et économique étroite pour la réalisation future d'un *Réseau Européen* grand, réel et moderne.

Tel est notre effort pour favoriser, dans ce secteur - c'est-à-dire dans la politique commune des transports - la réalisation de *l'Union politique!*

«L'Europe ne sera pas faite en une seule journée. La construction de l'Europe sera faite avec des initiatives concrètes» avait déclaré le père de l'Europe, Robert Schuman. Avec la création de nouvelles «structures», transformées du niveau national au niveau européen, il sera possible, en effet, de préparer les fondations, d'élever les murs de

la maison et, par la suite, de bien placer le toit.

Grâce à ces initiatives concrètes, il sera plus facile, dans tous les cas, de rendre plus évidente à tous les Européens la réalité de l'existence de l'Europe!

Il est nécessaire, selon nous, en attendant l'Union Politique (la Fédération Européenne tant souhaitée) qui reste toujours notre but final, de renforcer l'intégration dans toutes les activités, de parfaire les Traités de Rome, de prédisposer la nouvelle Constitution européenne et d'intensifier surtout les «politiques communes» (que prévoient déjà les Traités) dans l'économie, dans l'énergie, dans l'industrie, dans le marché, ... et, également, dans celui des chemins de fer; il reste encore beaucoup à faire pour arriver à une intégration technique et économique réelle comme nous l'avons proposée, depuis longtemps (1968), avec le «Projet Fereurope» et avec l'initiative du «Fonds Commun» pour la réalisation d'ouvrages ferroviaires importants et d'intérêt européen.

Permettez-moi de profiter de cette occasion pour affirmer que si les Européens avaient déjà réussi à réaliser une intégration effective des transports - en créant des infrastructures communes à travers le continent - ils auraient incontestablement rencontré moins de difficultés pour affronter unis (et non divisés) les très graves problèmes de la crise mondiale de l'énergie.

Ce qu'il importe de souligner est que quelques décisions nationales, prises sans accords préalables au niveau européen font du tort à la création de cette conscience européenne. On pourrait, à ce propos, citer de nombreux exemples; ils sont offerts quotidiennement par la personne ignorante qui s'apprête à franchir la frontière de son propre pays et à voyager dans les pays de la Communauté: l'absence de coordination des horaires, les formalités à la frontière, les problèmes de change, les difficultés de la langue, etc. risquent d'être pour elle, aujourd'hui encore, une cause continue de préoccupations et de malentendus!

Je me vois contraint de citer, à ce propos, une de mes communications aux «Journées d'Etudes Supérieures sur les Transports dans l'Intégration européenne» auprès de l'Université de Trieste, en septem-

bre 82, en faveur d'une réglementation des «conflits de travail» dans les services publics de transport le long des réseaux les plus importants d'Europe. J'ai proposé, avec cette communication, à la Direction Générale des Transports CEE de s'intéresser à cet important problème étant donné les caractéristiques spéciales de ces services publics essentiels d'un intérêt communautaire extrêmement important.

Ayant suivi notre initiative (limitée au secteur des chemins de fer), la Commission CEE a présenté, en 1976, deux propositions au Conseil des ministres et a publié, par la suite, un «Mémoire» concernant le financement communautaire des infrastructures de transport d'intérêt européen: c'est-à-dire la possibilité de faciliter, avec une contribution et des initiatives communautaires, la réalisation de «Grands Axes» de transports ferroviaire et routier rapides à travers l'Europe et, également, de constructions imposantes comme, par exemple, le Tunnel sous la Manche et le Pont sur le Détroit de Messine.

Malheureusement à travers la seule «voie politique» qui avait été indiquée dans une lettre que m'avait adressée en 1965 le regretté Académicien de France, Louis Armand, ex-président de la SNCF et Secrétaire général de l'Union Internationale des Chemins de fer, il a été jusqu'à présent réalisé bien peu et les propositions et initiatives en faveur d'une politique commune effective des transports sont pratiquement restées à l'état de «bonnes intentions»!

C'est la raison pour laquelle la Commission des Transports du Parlement Européen a récemment proposé un recours pour carence contre le Conseil des ministres de la CEE auprès de la Cour de Justice des Communautés.

Pour conclure, nous sommes persuadés que l'on suivra, à l'avenir, la bonne voie que nous avons tracée, dans le seul but du progrès de l'intégration et, en particulier, de l'«Europe des Transports», dans l'attente finale de l'Unité Européenne!

Ing. Gustavo De Rosa

EDUCATION EUROPEENNE

de Emilia Barone

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE: UN COMPROMIS INSTITUTIONNEL DIFFICILE

Le 25^e anniversaire des Traités de Rome a permis de procéder à une analyse sur la vie de la Communauté Economique Européenne. La construction «fonctionnaliste», qui confère une souveraineté administrative à une Commission supranationale dépendant d'un organe de décision confédéral - le Conseil des Ministres des gouvernements nationaux -, a demandé l'adjonction de certaines institutions de type fédéral. L'une d'elles est, par exemple, la tutelle du «Droit communautaire naissant» sur le «Droit national ancien» de chaque Etat membre, confiée à une Cour de Justice différente des Cours nationales et tout à fait indépendante de ces dernières. Par la suite, on a ressenti l'exigence d'un Parlement Européen élu au suffrage universel par tous les citoyens des Etats membres de la CEE.

Le chemin de la Communauté a été - et reste - cependant, hérissé d'obstacles, à cause d'insuffisances et d'erreurs dans la procédure communautaire habituelle, bien qu'elles n'aient heureusement pas affaibli la valeur positive des efforts européens de politiciens et d'intellectuels. Ceci est confirmé par des adhésions d'autres pays à la Communauté. Aux «six Magnifiques» -Allemagne, Italie, Pays-Bas, France, Luxembourg, Belgique (protagonistes, le 25 mars 1957, du premier pas vers une «Europe nouvelle» avec la signature, dans la salle des Horaces et des Curiaces du Capitole, des Traités de Rome) se sont ajoutées, en 1972, les adhésions de la Grande-Bretagne, du Danemark et de l'Irlande; pour arriver, après l'entrée de la Grèce au sein de la Communauté, le 1er janvier 1981, à dix Etats membres, alors que l'Espagne et le Portugal aspirent, eux aussi, à faire l'expérience communautaire.

LA RECHERCHE DE L'IDENTITE EUROPEENNE

L'Europe vit actuellement, dans un contexte de compromis économiques et politiques difficiles, sa crise d'identité la plus profonde. Si, d'une part, l'«Idée d'Europe» peut se vanter d'avoir été et d'être, dans son évolution historique, le point de rencontre du travail intellectuel de la part d'interprètes sensibles des conquêtes démocratiques de l'Europe moderne, de l'autre, la réflexion sur la problématique pédagogique actuelle amène à admettre l'existence d'un besoin urgent de combler une lacune: un vide de culture européenne qui favorise des préjugés ethniques et sociaux; dans ce sens, l'Europe est à la recherche d'elle-même, de sa propre identité culturelle.

Une éducation européenne, non artificielle, mais liée aux mêmes sentiments de la même identité politique, sociale et culturelle de la même civilisation, en tant que point d'arrivée à la conscience d'être non seulement citoyens européens, mais aussi citoyens du monde (dans une vision montessorienne), est une exigence qui s'affirme de plus en plus. Cette éducation exige, aujourd'hui plus qu'hier, un Etat-Nation qui soit communautaire et donc soumis aux jeux politiques et économiques de caractère international et devant lesquels l'Europe doit savoir donner sa réponse, étant le fruit d'une civilisation démocratique mûre. Dans ce sens, le manque d'une maturité européenne, considérée comme maturité culturelle d'un point de vue anthropologique, ne peut être comblé que par un travail intense d'éducation civique internationale.

L'école est, à ce propos, responsable de la préparation des élèves à la vie sociale, à la vie communautaire et aux engagements qu'elle comporte.

Il existe, à ce sujet, la question irrésolue concernant les temps d'intervention

d'une éducation civique. Si, d'une part, il est prématuré, selon Debesse, d'intervenir avant l'âge de quatorze ans, de l'autre, bon nombre de personnes sont d'accord avec le Pr Zavalloni sur l'opportunité d'entamer déjà un discours de civisme international dans l'éducation des enfants âgés de trois à six ans.

Les études de Piaget confirment, en effet, que l'enfant à cet âge-là, est plus sensible à une réception active de préjugés et d'attitudes stéréotypés. L'Unesco s'exprime, à ce sujet, de la façon suivante: «Il n'est ni possible ni souhaitable, dans les classes primaires, d'exposer aux élèves des faits précis sur l'Organisation des Nations-Unies (ou d'autres organismes internationaux). Il faut, à ce niveau, affronter la question indirectement et procéder avant toute autre chose, à la formation d'idées et d'attitudes favorables au développement de la compréhension entre les enfants de tous les pays du monde».

Ceci reflète, après une analyse attentive, la pensée de Maria Montessori qui a fait l'objet de nombreux jugements acritiques sur l'aspect trop individualiste de ses apports pédagogiques, négligeant ainsi l'aspect le plus sincère de l'engagement pédagogique montessorien: le respect de l'individualité de l'enfant dans son développement social.

Il ne faut pas oublier que les enfants sont conditionnés par les «préjugés sociaux» que la famille, le groupe, les mass media et un certain type d'école lui administrent sans mesure. Or, si l'on considère que le rapport télévision-enfants présente, parmi tant d'aspects négatifs, l'aspect positif d'ouvrir de nouveaux horizons culturels et de donner déjà à l'enfant le sens de la présence d'autres peuples et d'autres pays, il est possible de parler de «dimension européenne des mass media audiovisuels». Ceci met en évidence le fait que le lien étroit entre la politique pédagogique et la politique culturelle peut apporter une contribution remarquable à la recherche de l'identité européenne.

UNE CONTRIBUTION A LA CULTURE EUROPEENNE: DEUX LIVRES POUR LES JEUNES CITOYENS DE L'EUROPE

Les nombreuses publications concernant l'intégration européenne ont apporté

des contributions remarquables au niveau spécaillisé sur des thèmes économiques, sociaux, politiques et culturels, mais présentent une grosse lacune dans la littérature populaire destinée aux jeunes. Il devient ainsi plus difficile de parler aux jeunes et aux masses d'Europe unie et de valeurs européennes, sans se lancer dans un langage «hermétique et spécialisé» compréhensible, uniquement, aux «gens du métier».

Deux publications récentes, signées par Bernardo Pianetti della Stufa, méritent une attention particulière, car elles sont un exemple significatif d'une utilisation correcte des moyens de communication (dans ce cas, du livre) pour entamer un discours concret d'éducation civique européenne.

Le livre «Citoyen d'Europe» est consacré aux plus jeunes et peut s'enorgueillir de la préface prestigieuse de Giovanni Spadolini. Le texte est conseillé aux enfants âgés de dix à quatorze ans, mais la riche présentation iconographique aux couleurs vives avec un rapport équilibré au niveau éducatif de mot-image, le rend également adapté aux enfants plus petits, en neuvième déjà. Un système bien étudié, pour présenter des événements et des faits de l'histoire d'une façon intéressante et amusante tout en respectant rigoureusement les références historiques, utile pour orienter l'enfant vers une dimension européenne et pour alimenter «l'attitude constante à désirer l'Europe comme un bien, à l'aimer en tant que telle et à percevoir les faits et les problèmes par rapport à elle-même».

Le deuxième livre «Nationalité: Europe», est consacré aux jeunes âgés de quinze à dix-huit ans et s'enorgueillit, lui aussi, d'une présentation prestigieuse: celle de Gaston Thorn. Tout en respectant les références historiques, l'auteur raconte, à travers les événements du Rhin (pendant des siècles frontière naturelle de deux mondes en conflit et champ de bataille et de désaccords), l'histoire de l'Europe. Le Rhin est aujourd'hui le symbole de paix d'une «Europe nouvelle»; la Communauté, avec ses lois, ses politiques économiques et sociales, ses objectifs d'union politique s'est formée sur ses rives.

«Citoyen d'Europe» et «Nationalité: Europe» sont tous les deux édités par la mai-

son d'édition Giunti Nardini de Florence. Ces deux textes sont utiles, car ils aident les jeunes à considérer l'Europe aussi bien dans sa définition historique et géographique que dans sa définition «fonctionnelle».

Il faut donc avoir, compte tenu de ces aspects, conscience «que l'on ne peut comprendre l'Europe, ni la définir hors de ses frontières et de sa culture».

Ceci nous fait comprendre qu'il n'est pas facile de parler de «dimension européenne» ou «d'éducation européenne»; mais il est encore plus difficile de parler de «dimension européenne de l'éducation» ayant comme but la construction de l'Europe unie du point de vue aussi bien politique que culturel. Devant les «deux Europes»: celle des fonctionnaires et celle des peuples européens (limités à un rôle subalterne), à côté de l'Europe gigantesque et technocratique des multinationales que les organismes politiques n'arrivent même pas à

contrôler, la Pédagogie européenne semble un mythe, un but lointain situé à la fin d'un parcours hérissé d'obstacles.

Elle se présente comme un défi innovateur en vue d'un changement de mentalité qui porte l'éducation au niveau de maturité européenne. L'Europe que l'on doit construire est également celle de la culture européenne, de l'éducation qui ajoutera deux autres aspects à la construction de l'Europe: un changement de dimension, grâce à l'élargissement des horizons nationaux vers une Communauté élargie, en mesure, désormais, d'assumer des responsabilités mondiales; un changement de signification, grâce à la volonté d'union et au choix d'un destin commun qui devra être vécu dans la richesse d'une diversité pleinement reconnue.

E. B.

(extrait de «Vita dell'Infanzia» n° 4/1983)

En 1983 le Colloque annuel du Collège d'Europe sera consacré au thème:

LE PARLEMENT EUROPEEN A LA VEILLE DE LA DEUXIEME ELECTION AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT: BILAN ET PERSPECTIVES

Ce Colloque, qui se déroulera du 16 au 18 juin 1983, rassemblera les meilleurs spécialistes en la matière: universitaires, hommes politiques, journalistes, fonctionnaires des Communautés européennes. Cinq groupes de travail sont prévus:

- Bilan et perspectives sur le plan institutionnel
- Le PE et sa dynamique politique interne
- L'impact du PE sur les politiques communautaires
- Le PE et son environnement politique
- Le PE et le budget communautaire.

Les Colloques annuels organisés par le Collège d'Europe depuis 1964 sont devenus un des forums les plus importants consacrés à la discussion des problèmes de l'intégration européenne.

Il ont réunis près de 5.000 participants et ont donné lieu, chaque année, à la publication d'un ouvrage rassemblant rapports et comptes rendus des débats. La Collection de ces volumes représente une somme de connaissances, d'analyses et de prévisions qu'aucun spécialiste des questions européennes ne peut négliger aujourd'hui.

Renseignements et invitations: Rectorat du Collège d'Europe - Dyver 11 - B-8000 BRUGGE Belgique

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

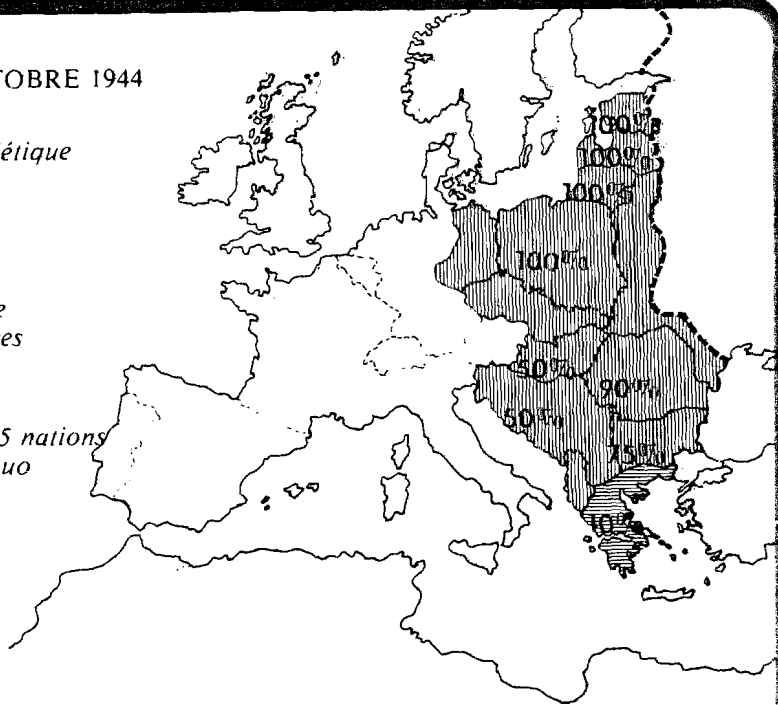
Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
reconnaît le statu quo
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

<i>R. Cestelli:</i> Heures dramatiques pour l'Europe	1
<i>P. Gerbore:</i> La tragédie de l'Europe (2e partie)	4
<i>G.M. Violi:</i> Death and resurrection of democratic, liberal and totalitarian societies	9
<i>P. Collowald:</i> L'aventure au coeur de l'Europe	13
<i>G. De Rosa:</i> L'Europe des transports	14
<i>E. Barone:</i> Education européenne	17

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11